

## **Le défi de l'immigration. Démonter l'Europe forteresse.**

Ricardo Gómez Muñoz.

Contribution au Forum Social Mondial des Migrations

Rivas Vaciamadrid, juin 06

### **1. La croissance des flux migrants.**

Bien que les mouvements migrants aient été une constante le long de l'histoire, dans la période actuelle d'expansion du capitalisme global ces flux migrants acquièrent une particulière entité et une portée planétaire.

Pendant le siècle XIX et la première moitié de du XX il y a eu un fort courant migrant depuis l'Europe l'Amérique et à d'autres continents (plus de 50 millions de personnes, dont la moitié se sont adressées aux Etats-Unis) <sup>(1)</sup> et depuis d'autres pays asiatiques au Japon, mouvements ceux-ci liés aux processus d'industrialisation ou de politiques démographiques locales. Mais alors la migration ou le déplacement de personnes plus ou moins réglé, on considérerait un apport, une nécessité pour les pays récepteurs.

Ce phénomène migrant a augmenté de manière significative dans les dernières décennies, au fur et à mesure qu'on consolide le processus de globalisation et il va continuer à augmenter, sans doute, si on ne prend pas les mesures nécessaires pour acheminer le problème de la pauperización d'immenses zones de la planète et si on ne prend pas des limites aux honteuses différences de revenu entre les différents pays. Les avalanches migrants internationales qui sont produites actuellement ne répondent pas à des options plus ou moins volontaires des populations affectées, mais dans beaucoup de cas constituent des phénomènes provoqués par des situations de limites de survie et de lutte par l'existence quotidienne, qui sont facilitées par le développement des moyens de communication et de transport international. Les flux migrants continuent à répondre à la même logique du système, mais se sont convertis dans un phénomène coercitif, une "soupape d'échappement" sans issue, provoquées par le caractère duel et l'expansion/concentration du processus de globalisation capitaliste, qui conduit à une concentration et une accumulation chaque fois plus grande dans quelques pays, en laissant dehors du système à de nombreux pays et à citoyens du monde qui n'ont pas une autre sortie que l'émigration (ou la mort).

D'accord avec l'étude que vient de rendre publique l'ONU le nombre d'émigrants dans le monde il s'élève 191 millions de personnes, qui pour la plupart (75%) se concentrent 28 nations. La tendance observée est que chaque fois ils sont plus les pays émetteurs migrants, dont si en 1970 ils s'élevaient 29 de nos jours ils dépassent les 60 (OIT), pays qui pour la plupart appartiennent au monde appauvri. Quelques exemples remarquables sont l'Équateur et le Maroc, comme de grands émetteurs d'émigrants vers l'Espagne et l'Union Européenne ; à son tour Le Mexique, avec plusieurs pays d'Amérique centrale, est la grande source de migration envers les Etats Unis.

Pour tous ces pays pauvres la migration agit comme une soupape d'échappement fondamentalement social et économique, bien que dans quelques cas peuvent être données raisons lui de nature politique (guerres, répressions etc.).

### **2. Le phénomène migrant comme contradiction de la globalisation du capital**

Une des grandes incongruités de la globalisation néo-libérale est que les règles mêmes qui défendent la liberté (même feint) de circulation des différents facteurs de production, ne sont pas appliquées à la mobilité de la force de travail. Ainsi, tandis qu'il existe un consensus généralisé pour éviter les contrôles (frontaliers) de marchandises, capitaux et de tout type biens et services, quand il s'agira de personnes (immigrants et réfugiés) les états de celui qu'on appelle le « premier monde » ils sont fermés, en affirmant son droit souverain de contrôler ses frontières.

En effet, les pays riches imposent des fortes restrictions aux déplacements de la population, tandis qu'il existe une totale liberté de mouvements pour les marchandises, le capital et les services. En définitive, la globalisation de l'économie n'est pas accompagnée de l'expansion/diffusion de la richesse et du bien-être, mais au contraire elle constitue un processus à caractère double, qui contribue à l'augmentation des inégalités entre les pays riches et les pays pauvres, ainsi qu'à l'accroissement de la marginalisation interne dans chaque pays de vastes couches de population ou de zones géographiques.

Si en 1960 avant d'entamer l'actuel processus de développement du capitalisme global, le Produit National Brut (PNB) des 20 pays plus riches que le monde était 18 fois celui des 20 pays plus pauvres (Banque Mondiale), en 1995 cette proportion avait été doublée - en arrivant à 37 fois - et est augmenté actuellement jusqu'à 52 fois, en persistant cette tendance au fur et à mesure qu'on consolide le processus de globalisation capitaliste.

Cette tendance contraste nettement avec des diminutions précédentes des différences entre riches et pauvres qui sont enregistrées entre 1950 et ce qui est à moitié de des 70, une période de croissance stable dans l'économie mondiale.

Mais en outre, on constate un accroissement des inégalités internes dans beaucoup de pays : entre 1980 et fin de la décade des 90, les inégalités se sont accentuées ainsi au sein de 48 pays, y compris à la Chine et les Etats-Unis.

Durant l'année 2000 les Gouvernements et les États ont signé la Déclaration du Millénaire de Nations Unies, et ils ont été compromis avec l'accomplissement des 8 Objectifs de Développement du Millénaire, comme un premier pas pour déraciner la faim et la pauvreté.

Mais ces programmes ont montré être absolument inefficaces pour résoudre le problème de la pauvreté, puisqu'ils n'abordent pas les vraies causes du problème. Ce sont des solutions qui sont posées comme emplâtres et oeuvres de bienfaisance (la politique de l'aumône pour tranquilliser les consciences), non de justice et égalité.

Tant que subsisteront ce type de contradictions et on continue à appliquer les actuelles politiques internationales (politiques de lutte contre la pauvreté propulsées par les NU, le FMI et le BM, politiques de coopération au développement, du type de de 0.7%) il semble certain que ne va pas être résolue ce problème, ni à court ni à long terme.

On constate que pendant ces dernières trente années de capitalisme global, le différentiel de revenu et de développement social entre des pays riches et des pays pauvres a été agrandi et les mouvements de population Sud - Nord sont mis à avoir une portée planétaire.

Cela fait que poussés par la faim et le désespoir, millions d'êtres humains vont continuer à couler envers les pays riches en essayant d'être installés dans le même système. Suite à cette globalisation, le nombre d'immigrants est passé de de 72 à 200 millions durant les dernières 30 années, et dans tous les cas les causes répondent à ces énormes différences de revenu et de développement social entre des pays, provoquées par le contrôle des richesses et des politiques d'échange inégal qu'imposent les pays riches envers les pays pauvres, ce qui fait que les pays riches soient chaque fois plus riches et ce qui les pauvres chaque fois plus pauvres. "Ce qui les pauvres sont nécessaires pour que fonctionne le système", comme ils soutiennent des "experts" en développement de l'Université de Harvard, puisque le monde globalisé est une pyramide dont la base est la pauvreté et cette pauvreté est elle nécessaire pour que tout soit maintenu et tout fonctionne. C'est le cynisme qui soutient la pensée unique néo-libérale, avec sa défense de la loi de du plus fort et ses postulats darwinistas.

Ces différences sont provoquées par l'inégalité internationale dans l'accès aux ressources dérivées de la politique pratiquée par les pays les plus puissants : imposition des lois de l'échange inégal dans les relations commerciales, l'application de politiques d'ajustement structurel aux pays moins développés et la spoliation de ses ressources, mesure celle-ci qui a comme suite la destruction des bases de sustentation de la société globale (pollution, changement climatique, accélération de la déforestation, épuisement de ressources énergétiques et minérales, etc..),

### **3. Un retour aux ghettos et aux citadelles médiévales pour préserver la richesse ?**

Mettre palissades à la faim et enfermer ce qui est migrants dans des domaines de réfugiés il sont les mesures prioritaires adoptées par les pays riches pour préserver son *status*.

Palissades protégées pour préserver l'abondance et le bien-être des pays de de celui appelé "premier monde" palissades de triple tracé à la frontière Ceuta et de Melilla, pour éviter l'émigration subsaharienne et marocaine ; une palissade de 600 km comme frontière entre les Etats-Unis et au Mexique pour empêcher l'émigration mexicaine ; une autre de « sécurité » de plusieurs centaines de kilomètres

(aussi appelée "le mur de la honte") pour empêcher l'entrée de de palestiniens en territoire israélien. Celles-ci sont les réponses qu'adoptent les pays les plus riches avec la création de champs de réclusion d'étrangers qui sont programmés aux frontières de l'UE ou qui sont déjà opérationnels dans des zones comme Malte, dont le fonctionnement nous arrivent histoires des journaux tout à fait frissonnantes.

Àu meme temps, l'existence de lieux de concentration de possibles immigrants constitue une violation de droits individuels que les pays eux-mêmes de l'Union Européenne reconnaissent à ses citoyens. Ce retour en arrière, à l'Âge Moyen des murailles, manque de sens et il est une des contradictions de l'expansion du système capitaliste pour l'instant. Toutes ces mesures font partie d'un processus d'involution croissante des pays riches ou puissants ( du point de vue économique ou militaire) par rapport au Tiers Monde et au fait migrateur.

Il est inadmissible que l'UE parraine l'existence des champs d'étrangers dehors des frontières de l'Europe et continue dans sa politique d'externalisation des procédures d'asile et d'immigration, puisque cela suppose de renoncer aux responsabilités qui lui incombent dans l'application des accords internationaux souscrits par la même Union Européenne.

La solution ne sont pas des palissades et policiers ou champs de réclusion. Il est nécessaire changer radicalement les règles du jeu économique mondial. Il est de défendre la politique de distribution de la richesse, de promouvoir la justice sociale et la faire valoir les droits économiques, sociaux et culturels entre tous les pays et, en particulier, entre les pays pauvres du monde.

#### **4. La migration fait bouger l'économie mondiale**

Les 200 millions d'immigrants qui ont dans le monde produisent une richesse de 1.67 billions de EURO et contribuent au développement du Tiers Monde trois fois plus de ce que font tous les pays industrialisés ensemble dans leurs programmes d'aide au développement.

Les immigrants sont une des principales sources de richesse de beaucoup de pays. Avec son travail, ils contribuent de manière très significative au développement des pays où ils arrivent, et des pays dont ils sont en provenance <sup>(2)</sup>. Les immigrants non seulement occupent les postes de travail moins désirables, mais stimulent la demande et la croissance économique dans leurs pays de destin, et les aident à financer les systèmes de pensions des nations avec des populations plus vieilles, en plus de profiter aux pays d'origine avec l'envoi de remises.

Il suppose une contradiction qu'en même temps que les pays européens dirigent leurs efforts à renforcer la "forteresse européenne" pour éviter qu'arrivent davantage de gens, notre continent possède le taux de natalité plus faible que le monde. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, en Allemagne, l'Espagne, la Suède et la Grèce l'indice de naissances est tombée jusqu'à 1,4%. À son tour à 89% de la croissance de la population européenne est due à la population immigrante. Comme seulement 16% de la population en disposition de travailler vit dans les pays riches, ceux-ci ont besoin de main d'oeuvre et reçoivent 60% de la migration. Les immigrants font des travaux que les résidents du pays récepteur ne veulent pas faire et augmentent la demande biens et services et payent des impôts. Dans des pays comme l'Espagne ou l'Italie, où la population ne croît pas, les jeunes travailleurs de l'extérieur aident à maintenir les systèmes de pensions.

Par conséquent, les immigrants ne sont pas seulement main d'oeuvre mais aussi produisent richesse : sous forme d'impôts (1.67 billions au niveau mondial, plus de 56 millions en Europe). Chaque année ils envoient à ses familles partout dans le monde 125.000 millions de euros, en aidant à fortifier les économies des pays avec moins de ressources. Ainsi, le entre 2.5 et quatre millions de personnes qui, selon des estimations de la Commission Européenne, vivent en situation illégale, ils pourraient contribuer à une plus grande croissance s'ils étaient reconnus comme citoyens légaux.

Des études récentes mettent en évidence les bénéfices que produit la migration dans des pays que jusqu'elle fait peu qu'ils étaient émetteurs nets de de migrants (l'Irlande, l'Espagne, la République de la Corée ou le Chili, entre autres) et qui suite au phénomène migratoire éprouvent l'important développement et ont maintenant des économies prospères qui les transforment des destins attrayants pour ce qui est migrants.

Toutefois les efforts des états seront dirigés à les arrêter et, en tout cas, à les insérer sur des marchés de travail précaires quand non illégaux, comme il s'est passé dans quelques secteurs comme la construction et le service domestique. Quelques fois la migration va de la main de l'intégration sociale, politique et des citoyens, que pourraient éviter les conflits et les confrontations sociales que nous avons eu une occasion de voir récemment dans des pays comme la France ou la Grande-Bretagne. Avec des marchés de travail précarisés et avec des systèmes sociaux en crise, la peur à l'immigrant et la haine entre des résidents déjà établis et des immigrants croît les pays d'accueil.

## **5. L'Espagne, l'Europe et le Plan européen pour l'immigration**

Selon des données de l'Enquête de Population Active (EPA) le nombre de travailleurs étrangers recensés en Espagne atteint maintenant les 3.5 millions, 8% du total, quand il y a seulement cinq ans représentait à peine le 1,3%. Cet accroissement de population a été tellement fort durant les trois dernières années (une moyenne annuelle de 600.000 émigrants), qui ont été débordées toutes les prévisions précédemment effectuées, estimées au début en 35.000 annuels, et elles ont dénaturé toutes les statistiques du marché de travail. Le problème de la pression migratrice commence à déborder les possibilités d'accueil par l'Espagne, tant au niveau étatal comme dans quelques Communautés autonomes, comme il s'est produit dans ces derniers mois avec les Iles Canaries.

Une étude récente de l'OCDE <sup>1</sup> indique que l'Espagne figurait en 2004 à la tête mondiale dans la réception d'immigrants (645.000) après les Etats-Unis, en ayant augmenté de 541% l'emploi effectué par des étrangers tout au long de la dernière décennie (1994-2004). En dépit de cela le pourcentage d'étrangers sur le total de la population active est encore relativement faible en Espagne (11.2%) du au fait que par rapport à d'autres pays, comme la France ou l'Allemagne, l'immigration a été massive mais très récente. Encore ainsi l'Espagne dépasse déjà au Royaume-Uni et les Pays-Bas.

Ce problème couvre plusieurs aspects : celle de l'accueil - intégration ; celle de l'aide - coopération avec les pays émetteurs de migrants et de ce qui est commerciale et économique, qui requiert le démontage et la révision des accords commerciaux que l'UE défend face aux pays en développement. Les deux premières positions sont encore embryonnaires et commencent à avoir corps tant au niveau européen comme dans quelques pays fortement impliqués dans le processus, comme c'est le cas pour l'Espagne (<sup>3</sup>). La troisième nécessite est celle des changements plus profonds dans le processus d'abolition des politiques néo-libérales maintenues actuellement par l'Union Européenne.

Le Conseil Européen de Tampere de 1999 établissait 4 grandes lignes de la nouvelle politique migratrice commune qui serait définie dans le cadre d'un espace "Liberté, Sécurité et Justice" commune et dans le respect aux Droits Humains et les Libertés fondamentales. Ces lignes étaient : 1. La collaboration avec les pays d'origine 2. L'établissement d'un système européen commun d'asile, les 3. Le traitement juste aux ressortissants de pays tiers et 4. La gestion des flux migrants.

Toutefois, sont passés plus de six années on a peu avancé dans la résolution des problèmes migrants en Europe. La migration s'est converti dans un de ceux de grands "problèmes" que doit confronter l'Union Européenne comme institution et chacun des pays qui l'intègrent, bien qu'en ce moment la plupart des pays de l'UE préfère regarder pour un autre côté et laisser qui sont les pays frontaliers du sud, comme c'est le cas pour l'Espagne ou l'Italie, ceux qui « tortillent » avec le sujet. Il ne devrait pas être le cas, puisque les espaces communs exigent des solutions communes et l'immigration vers l'Europe, plus qu'un problème doit être vu comme un défi, puisqu'il est à la fois source de problèmes sociaux et de sécurité comme diversité et développement. C'est-à-dire, plus que meilleurs contrôles, l'Union Européenne devrait entreprendre une politique cohérente en acceptant, de manière réaliste, la migration comme une grande possibilité et en révisant les politiques d'échange économique et commercial avec des pays tiers, jusqu'à présent basées la prépuissance, le protectionnisme et les échanges inégaux.

## **6. La position d'Attac par une Europe différente et contre l'Europe forteresse**

A mon avis, le problème de l'immigration est une des matières pendantes pour le réseau Attac. Il s'agit d'un sujet à peine considéré dans ses multiples implications : économiques, politiques, humanitaires. Il a été abordé seulement dans des cas très ponctuels à la suite des manifestations et des protestations des faubourgs en France ou du comportement des autorités espagnoles, marocaines ou de Malte, pour citer quelques événements.

Entre les objectifs constitutifs d'ATTAC ils figurent ceux de freiner la liberté de circulation du capital, sous leurs trois manières : financier, productif (IDE) et commercial (échange inégal), mais il y subsistent encore des doutes pour défendre la liberté de circulation et plus encore celle d'installation des immigrants.

Par conséquent, nous devons dépasser cette contradiction et avancer dans l'articulation de propositions dans une période comme l'actuel caractérisé par l'augmentation du racisme, la xénophobie et l'exclusion sociale. Pour cela il est nécessaire de chercher des alternatives et pour cela on pourrait indiquer quelques lignes d'activité :

- *Dans les pays d'origine : faire face à la réduction de la pauvreté, avec une différente aperçu*

Il n'y a pas mot meilleur pour désigner la tendance évolutive de la seconde moitié du siècle passé : la pauperisation de nombreux pays et de sociétés. Ce fait est réaffirmé dans le nouveau langage dominant : la "réduction de la pauvreté" qui s'est retournée un sujet récurrent entre les objectifs que les politiques gouvernementales disent d'exécuter. Mais la pauvreté est seulement présentée comme un fait mesuré empiriquement, sans ni même lever la question des logiques et des mécanismes qui produisent cette pauvreté.

- *La remise de la dette.*

Il est nécessaire d'insister sur ce point. L'allègement ou la remise qu'ont promise les pays riches représentés dans le Groupe G8 il y a des mois doitvent être vus comme un pas positif, mais il s'avère clairement insuffisant pour faire face aux nécessités que présentent les pays pauvres pour sortir de leur situation de misère et de stagnation. Les pays très pauvres et très endettés ont critiqué l'arbitraire de ce geste et ont proposé qu'on étende sans discrimination à l'ensemble de la Communauté internationale. En tout cas la dette annulée dans certains pays représente à peine 10% de la quantité nécessaire pour accomplir les objectifs du Millénaire établis par de l'ONU de réduire à la moitié la pauvreté et la faim durant l'année 2015. Il est important de constater si la proposition de remise s'encadre dans la politique de l'aumône et la charité préconisée par le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et autres organismes des Nations Unies pour les tranquilliser les consciences, ou si on peut guetter une première tentative de reconduction et de réorientation des mécanismes d'échange économiques entre les différents pays. Cette approche exige, sans délais et retards, l'annulation de la dette externe de tous les pays en développement, puisque, comme reconnaissent les Nations Unies dans leur Rapport 2005 sur "Les Objectifs de développement du Millénaire", la dette externe suppose un des plus grands obstacles pour le développement et non seulement pour les pays les plus pauvres, en empêchant toute possibilité de développement soutenable.

- *Le droit au développement*

D'autre part le problème de l'annulation de la dette externe doit solennellement être réinséré dans le contexte d'un droit humain inaliénable reconnu aussi par les Nations Unies : *le droit au développement*. En vertu de ce droit tout être humain et tous les peuples ont la faculté de participer dans la construction d'un développement économique, social, culturel et politique dans lequel on peut réaliser pleinement tous les droits humains et libertés fondamentales. Ce droit inclut l'exercice à la pleine souveraineté des peuples sur toutes ses richesses et ressources naturelles.

- *Démonter les mécanismes actuels de marché, ainsi que les mécanismes de contrôle*

Le marché impose des relations d'inégalité à la société civile. Les groupes dominants, le capital financier et les multinationales, agissent mondialement en utilisant aux états, non avec l'objectif de redistribuer les richesses ou protéger les plus faibles, mais pour augmenter ses bénéfices. C'est pour ça qu'ils marquent les politiques et les règles du marché du travail et des mouvements de population (migrations, mouvements sociaux, dérèglement du marché du travail, assouplissement, délocalisation de la société civile). La progressive concentration de capital unie à la décentralisation productive permet que les grandes corporations puissent négocier directement avec les différents gouvernements et imposer dans beaucoup de cas leurs règles de jeu et leurs mécanismes de contrôle. Ceux mécanismes sont divers et vont depuis les politiques monétaires aux traités de libre commerce et à l'imposition de réformes pour démonter ou détériorer les services publics (enseignement, santé, etc.) ou imposer la privatisation de la sécurité sociale. Un exemple à suivre dans ce proces commercial d'échange égalitaire, difficile à étendre, est celui qui est développé récemment entre des pays ou des zones comme celle qui constitue l'actuelle

ALBA, signé entre le Vénézuéla, le Cuba et la Bolivie, appelé "Traité de Commerce entre les Peuples" et qui remplace les bien connus traités de libre commerce imposés par l'OMC ou même par l'UE et ses gouvernements dans ses traités multilatéraux et bilatéraux avec les pays du Tiers Monde.

En ce sens, le point 4 des accords AGCS (ainsi que l'Agriculture et le NAMA) gardent une relation étroite avec la problématique de la migration et devraient être analysés en détail par Attac.

- *Contre l'exploitation financière de de ce qui est migrants*

Finalement, et à court terme, Attac devrait agir contre l'exploitation financière de qui font objet les migrants à l'UE et les gouvernements nationaux pour qu'on modifie les systèmes de transfert d'argent des migrants à leurs pays d'origine, en facilitant la réduction de coûts et en introduisant des systèmes de contrôle démocratique. Comme on reconnaît dans un rapport récent de la Banque Mondiale ("Global Economic Prospects 2006"), les commissions appliquées par les fournisseurs de services de renvoi aux petites transferts habituellement effectués par migrants pauvres arrivent généralement à des niveaux de jusqu'à 10% à 15%. en dépassant largement le coût réel de réalisation des transactions respectives. Dans ce rapport on indique qu'une plus grande concurrence sur le marché de transfert de rémissions donnerait lieu à de plus petites commissions, avec l'accroissement conséquent des recettes disponibles des migrants pauvres et de ses stimulations à remettre davantage d'argent à ses pays d'origine.

Ricardo Gómez Muñoz.  
Juin 2006

#### Bibliographie:

- Nations Unies : Rapport sur les migrations 2006
- World Bank: Global Economic Prospects 2006
- World Bank: International migration, remittances and the brain drain
- OCDE: The comparability of international migrations statistics July 2005
- Ministerio de Asuntos Exteriores: Plan Africa: 2006-2008. Resumen ejecutivo
- Javier Lucas: Inmigración y globalización
- Carlos Pereda y M.A. Prada: Migraciones internacionales entre el capitalismo global ILDIS 2004

---

<sup>(1)</sup> Autour du 40 par 100 de la croissance annuelle de la population européenne, selon Carr Saunders. Entre les causes de cette émigration européenne d'il y a un siècle, ils étaient la pression démographique et la surpopulation existante dans plusieurs pays, la misère et la famine dans d'autres (l'Italie et le Centre Europe), ainsi que l'exile provoqué par les deux grandes guerres mondiales. Ces phénomènes ont été développés en parallèle à la nécessité de peuplement des pays de destin, et les occasions de vie qu'ils offraient les pays récepteurs ("faire les Amériques"), par conséquent dans beaucoup de cas de l'existence de ressources sans exploser ou faiblement explosés, tant dans l'agriculture, comme dans d'autres secteurs économiques

<sup>(2)</sup> Cette situation est reconnue et est défendue non seulement par des organismes comme les Nations Unies, dont le secrétaire défendait récemment que : "Il n'est pas question de mettre frein à la migration, mais de la gérer meilleure et avec une plus grande coopération et un entendement, pour qu'il profite à tous. Depuis quelques années, l'argent envoyé par les émigrants à ses pays d'origine, fait l'objet de débats vifs dans toutes les organisations internationales. Cela est expliqué parce qu'on a découvert qu'il est traité en réalité d'un flux financier assez important et très stable en direction des pays en développement. Chaque année, ces flux financiers augmentent.

---

<sup>(3)</sup> La Commission Européenne a présenté il y a quelques mois à l'Union africaine (UA) un plan d'aide pour l'Afrique qui prétend attaquer directement les bases du sous-développement dans la région. (" ce n'est pas seulement une question de valeurs, de générosité ou de solidarité. Il est dans notre intérêt propre ", il a dit Barroso quand il a demandé aux pays membres de contribuer au développement du continent africain en pliant leurs contributions aux Nations Unies.)

Aus meme temps l'Espagne vient d'approuver "Le Plan Afrique 2006-2008" de lutte contre la pauvreté et et aide-t- au développement de l'Afrique sub-saharienne, doté d'un budget qui dépasse les 300 M .euros tout au long de la période